

Novembre 98

Che (o) camarade :

En même temps que la contribution de
4 pages que tu viens de recevoir, j'ai mis au joint
plusieurs annexes.

J'ai pu les faire diffuser par poste pour
éviter toute manipulation éventuelle de ces documents
de la part d'anti-communistes quelles que soient leur
origine et leur vocation.

Je les tiens à ta disposition si tu le souhaitais.

Amicalement

Souradière

Je quitte le PADS mais je continue à lutter pour édifier le Parti Communiste Algérien (PCA) sur des bases démocratiques

par Noureddine ZENINE

A vous qui êtes encore au PADS, par respect pour vous et pour ce que nous avons fait ensemble, je tiens à préciser les raisons pour lesquelles je quitte définitivement le PADS. J'aurais voulu m'exprimer en assemblée générale (A.G.) mais le bureau de section a refusé de la tenir.

Je ne répondrai pas aux calomnies proférées à mon encontre. Elles visent à salir mon honneur de militant : officier de l'Armée de libération nationale (ALN), j'ai tout sacrifié après l'indépendance pour l'idéal communiste auquel je reste plus que jamais fidèle. J'ai, en effet, été condamné à 10 ans de prison par contumace en 1967, contraint à la clandestinité totale pendant 24 ans d'août 1965 à septembre 1989.

Je ne répondrai pas à ces calomnies pour une autre raison : l'avenir du mouvement communiste et ouvrier algérien et la construction d'un véritable parti communiste algérien exigent autre chose que des insultes érigées en arguments théoriques.

Je répondrai d'autant moins à ces calomnies que, dans le moment présent, elles visent à éviter le débat autour de divergences fondamentales qui peuvent se résumer en une question centrale : quel parti communiste voulons-nous ?

DEUX CONCEPTIONS OPPOSEES

Veut-on un parti fermé sur lui-même qui accorde la priorité des priorités au fonctionnement interne ? Un parti dont les responsables vont de réunion en réunion sans lien avec la vie et les luttes concrètes ? Des responsables qui sont convaincus de détenir la vérité et la "*ligne juste*" qu'il n'y a plus qu'à appliquer ? Des responsables qui, en conséquence, considèrent les militants comme des "*éternels mineurs*", n'ayant pas fait leurs preuves à qui on ne confie que des tâches subalternes et qui n'ont qu'à appliquer ce qui a été décidé sans leur avis ? Des responsables qui méprisent les masses, sous des formes diverses et pas toujours conscientes ?

Ou bien veut-on, au contraire, un parti ouvert sur la vie s'édifiant à partir du mouvement réel et dans lequel on assure en permanence la formation de TOUS les militants pour leur permettre d'assurer des responsabilités toujours plus importantes, de se déterminer par rapport à eux-mêmes et sans procuration et de contribuer à l'élaboration collective des prises de position et à l'application vivante du vrai centralisme démocratique qui n'a rien à voir avec le centralisme de caserne ? Un parti dont la ligne de conduite permanente prioritaire consiste à renforcer la liaison avec les masses et le mouvement réel, en un mot avec la pratique qui, pour un communiste, est LE critère de vérité ?

En un mot, veut-on un parti conçu de façon organiciste comme une "*fin en soi*" qui décide de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas en dehors des masses avec comme symétrie inévitable une direction qui décide en vase clos et des militants qui appliquent ou, au contraire, un parti ouvert sur la société réelle, en premier lieu la classe ouvrière moderne et les autres forces populaires, un parti qui y puise ses forces, apprend d'elles et se nourrit de leurs expériences théoriquement et pratiquement ?

L'HEURE DE VERITE AVEC LES ELECTIONS.

Ces deux conceptions divergentes existaient depuis des années à l'état latent. Elles sont apparues avec un relief saisissant à l'occasion de notre participation aux élections législatives algériennes en France. Ainsi, au cours de la collecte de signatures, le bureau de section a été, en tant que tel, complètement dépassé. Ce sont des camarades de la base et d'autres non-organisés au sein du PADS qui ont su être à la hauteur des

événements. C'est, en grande partie, grâce à eux que nous avons obtenu près de 1200 signatures au lieu des 800 requises et près de 5 % des suffrages exprimés.

Dès la fin de la collecte, les responsables qui ont été en marge de cette lutte politique, en particulier deux d'entre eux, Bou et Zoh, ont tout fait pour éviter que le parti ne leur échappe en faisant jouer les réflexes d'appareils qui ont causé tant de mal au PAGS, au PCA et, de façon générale et sous des formes diverses, à tout le mouvement communiste et ouvrier international (MCOI).

Ils ont proposé une coordination de la campagne électorale qui place les éléments les plus actifs de la collecte sous surveillance de ceux qui avaient été dépassés par cette action politique.

Faire confiance aux camarades : un enseignement précieux acquis douloureusement.

J'ai connu une expérience similaire à la veille du congrès légal du PAGS et après sa disparition.

Les raisons profondes de mon départ ne peuvent, en effet, être comprises réellement sans connaître les enseignements que j'ai tirés de cette expérience.

J'ai adhéré au Parti Communiste Algérien (PCA) en 1963 après son interdiction par le président Ben Bella. C'est la première fois depuis 35 ans que je décide de démissionner. Epreuve douloureuse. Mais salutaire.

Avant le premier congrès de la légalité du parti de l'avant-garde socialiste (PAGS) en décembre 1990, j'avais exprimé mon désaccord avec un certain nombre d'orientations. Contrairement à d'autres dirigeants actuels du PADS, je n'ai jamais défendu l'avant-projet de résolution politico-idéologique (AP/RPI) ni au sein du parti, ni publiquement. Dans les colonnes de l'organe central du parti dont j'étais le directeur, j'ai fait admettre la publication intégrale de contributions de camarades qui exprimaient leur désaccord avec l'AP/RPI.

Au cours d'une des dernières réunions du bureau politique du PAGS issu de la clandestinité, à quelques semaines du congrès légal, Boualem Khalfa a proposé une partie du bureau politique qui devait être "élu" par le comité central issu du congrès. C'est lui qui a proposé Hachemi Chérif comme coordinateur. J'ai exprimé au sein-même du bureau politique mon désaccord en votant contre. Toutes les propositions pour la composante du futur bureau politique avaient un dénominateur commun : éliminer celles et ceux qui étaient les plus liés aux actions de masse et jouissaient de plus d'autorité auprès des militants. D'ailleurs les élections du comité central par le congrès l'ont démontré : ceux qui ont été proposés pour le BP par Boualem et ses amis ont été élus parmi les derniers et ceux qui en ont été éliminés étaient élus parmi les premiers.

Mais, aussi bien pour l'AP/RPI que pour la composante du bureau politique, je n'ai jamais fait part de mon désaccord, y compris auprès de mes amis les plus intimes.

J'ai décidé de me taire par discipline librement consentie -personne ne m'y a contraint- avec le souci de préserver l'unité du parti. Dans les faits, je considérais qu'à l'exception de la direction, les autres camarades, c'est à dire en définitive le parti, n'étaient pas assez murs pour le préserver.

C'était, de ma part, une forme honteuse de mépris des camarades. Je m'en excuse auprès d'eux. Ayant pris conscience de cette déformation, je me suis juré de ne plus jamais me taire et de donner mon avis à l'ensemble des camarades. Quoi qu'il m'en coûte !

En conformité avec les leçons de l'expérience

C'est pourquoi, quand j'ai été pris à partie par le bureau, j'ai refusé de m'expliquer devant lui-seul. Dans une lettre adressée le 30 octobre 1997 aux membres de la coordination présents en France, j'ai informé que j'avais assuré la frappe du manuscrit du texte critique de Zoh demandant qu'il "soit communiqué intégralement (souligné dans ma lettre) à tous les camarades, sans exception aucune, que ma contribution à venir (souligné dans la même lettre) soit également communiquée à tous les camarades, sans exception aucune. Je m'engage à la rédiger" et je précisais : "Dans tous les cas, je refuse de me confiner à un débat cloisonné au seul bureau et à la seule coordination". J'ai proposé qu'une "A.G. soit prévue aux environs du samedi 29 novembre 1997" pour débattre avec les camarades qui sont en France, et vous savez, chers amis, que cela ne pose aucun problème technique, compte tenu de notre nombre que vous connaissez. Dans un courrier du 6 novembre le bureau refuse la tenue de A.G. : "Tu feins d'oublier qu'une A.G., dans un parti comme le nôtre et dans la situation où il se trouve n'est nullement habilité à démettre ou à renforcer un organisme du parti comme le bureau de section". J'avais, aussi, proposé pour l'ordre du jour "l'évaluation par chaque camarade des élections législatives et de la fête de L'Humanité. Les contributions de Zoh et de Nour pourront être versés comme éléments du débat". Cet aspect est complètement ignoré. Ayant maintenu ma proposition d'une A.G., le bureau m'adresse le 24 novembre une lettre de 6 lignes dont les 2 que voici : "Nous te rappelons qu'il n'est pas envisagé de réunion commune avec toi en l'absence de la réception par nous de ces réponses", c'est à dire mon avis écrit mais cloisonné au bureau et à la coordination.

Dans le même ordre d'idées, on m'a reproché d'avoir formulé au cours de A.G. des propositions pour renforcer le bureau sans avoir, au préalable, informé ce dernier. Or, je considère que c'est l'A.G. de section qui est souveraine et non le bureau dans la situation que nous vivons en France. Prétendre l'inverse, cela signifie, qu'on le veuille ou pas - et cela importe peu - que le bureau détient la bonne parole, que les militants n'ont qu'à appliquer. Quant aux masses, n'en parlons même pas ! En Algérie, le problème se poserait différemment, mais affirmer qu'en France nous devons obéir aux règles de la clandestinité, cela frise le ridicule quand on agit ouvertement comme on le fait depuis 1993 à la fête de L'Humanité.

Lénine : pour le principe électif dès 1907

Et, de grâce qu'on ne prétende pas agir au nom de la rigueur marxiste ! Les responsables du PADS en France ont de l'organisation une conception sectaire qui fait de quiconque défend un point de vue divergent un ennemi plus ciblé que celui qu'on prétend combattre. Cette conception tourne le dos au marxisme vivant.

Ainsi, si jusqu'en 1905 Lénine était opposé à toute forme d'élection, compte tenu de la forte répression, il y était favorable dès 1907. Au cours de cette année, dans son article intitulé "*La scission de Petersbourg*", il écrivait : "*Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (dénomination du parti communiste de l'époque) est organisé démocratiquement. Cela signifie que toutes les affaires du parti sont conduites directement par des représentants de tous les membres du parti avec des droits égaux et sans aucune exception ; ainsi tous les collègues dirigeants, toutes les institutions du parti sont élus, obligés de faire des comptes-rendus de leurs mandats et amovibles (...) Ces représentants doivent obligatoirement être élus (souligné par Lénine) par tous les membres du parti*". Vous avez bien lu 1907, 10 ans avant la Révolution d'Octobre et au moment où le tsarisme régnait encore.

Dès novembre 1905, en vue de préparer le IV^{ème} congrès du parti, Lénine avait souligné le danger pour le parti d'avoir "*trop longtemps croupi dans l'illégalité*" (que dire du PAGS qui est né et a vécu pour l'essentiel dans l'illégalité !) et prônait d'aller vers les forces jeunes en adaptant des formes nouvelles d'organisation et de luttes ; il précisait qu' "*il faudra probablement que la nouvelle cellule soit une organisation de forme moins stricte que par le passé*" et il ajoutait, lisez-bien, que "*chaque fédération, chaque organisation, chaque groupe élira immédiatement un bureau, un présidium ou une commission exécutive, en un mot un organisme central et indépendant (souligné par moi) chargé de diriger les affaires de l'organisation*". Nous sommes en 1998 en France où le PADS a un stand à la fête de L'Humanité depuis 5 ans.

Nécessité d'un bilan.

J'ai été l'un des deux principaux fondateurs en Algérie de ce qui allait devenir le PADS. Je suis donc d'autant plus à l'aise pour affirmer que la création de cette organisation qualifiée abusivement de parti a été précipitée, motivée par des raisons subjectives : répondre rapidement à l'initiative de dissoudre le PAGS, rassembler sur une base sentimentale celles et ceux qui restaient attachés à l'identité communiste.

La création du PADS s'est donc opérée sans aucun bilan critique et autocritique du PAGS et de sa dissolution qu'on ne peut imputer, si on veut être sérieux, à la seule infiltration policière (sinon comment expliquer que le PAGS a continué à vivre au pire moment de la répression, notamment de 1965 à 1972), sans aucun bilan du mouvement communiste et ouvrier algérien et de l'effondrement comme un château de cartes de l'URSS et des autres régimes de l'Est européen, effondrement qui a eu lieu avec, pratiquement, l'appui des dirigeants des PC de l'époque. Boris Eltsine était membre du bureau politique du PCUS et Gorbatchev son secrétaire général, pour ne citer que ces deux cas. Et, sans doute, à l'époque ceux qui les critiquaient devaient être qualifiés "*d'adversaires, voire d'ennemis qui portent tort au parti puisqu'il les avait nommés*". Cette défense aveugle d'un appareil au nom d'une discipline mécanique car sans lien avec le contenu concret des théories défendues et des pratiques concrètes, a causé et cause encore de graves préjudices.

L'absence d'un tel bilan ou à tout le moins un début de discussions et d'initiatives organisées pour y parvenir, conduit inévitablement à des erreurs similaires. Car une rupture avec une expérience n'est jamais absolue. Elle s'opère toujours en rupture, certes, mais aussi en continuité avec ce passé récent. Surtout quand on n'en dresse pas un bilan sérieux.

A présent, tout en étant, plus que jamais, convaincu de la nécessité décisive d'un parti communiste algérien, en tant que tâche stratégique, je mesure mieux que sa création sera le fruit d'un processus complexe et, sans doute, long avec des acteurs issus du mouvement réel du présent et des luttes d'aujourd'hui. Il faudra également maîtriser la formation économique et sociale (FES) de l'Algérie d'aujourd'hui avec une population dont 70 % ont moins de trente ans, en plus du bilan qui reste à faire de l'action du PAGS, du PCA, du MCOI.

On ne construit pas un PC avec le passé, aussi respectable soit-il, de camarades aujourd'hui en marge des luttes présentes, surtout dans un pays aussi jeune que l'Algérie.

Un parti communiste avec un fonctionnement démocratique.

Le communisme ne peut être assimilé à des amulettes qu'il suffit de porter pour se prémunir des erreurs, ni à un appareil sclérosé au nom d'un centralisme démocratique déformé et asséché de sa sève nourricière.

Sinon, comment expliquer cet acharnement à faire une enquête de type policier pour savoir par quelles « manigances » des camarades ont pris la parole dans un stand de la Fête de l'Humanité de l'année passée sans même s'enquérir de savoir ce qui a été dit et l'écho reçu. Il en est de même pour l'appréciation relative à l'intervention de Saïd au stand du PADS en 1997. En général, lorsqu'un camarade s'avise de prendre une initiative, l'essentiel pour les membres du bureau et de Zoh, c'est d'en être avertis et de donner leur accord. Ce qui permet de bloquer des camarades qui ne leur paraissent pas "disciplinés".

Des responsables du PADS seraient bien avisés de lire ou de relire pour s'en inspirer ce qu'écrivait Marx en 1843 à Arnold Ruge : "*Nous ne nous présentons pas en doctrinaires avec un principe nouveau : voilà la vérité, à genoux devant elle*"! C'est à cela que me font penser certaines attitudes.

Le communisme, c'est l'inverse de cette pratique. C'est "*le mouvement réel qui abolit l'état actuel*" et non "*un idéal sur lequel la réalité devrait se régler*" (l'Idéologie allemande).

L'objectif à atteindre c'est "*une association où le libre développement de chacun est la condition du libre épanouissement pour tous*" (Le Manifeste). Contribuons à cet épanouissement parmi ceux qui se prévalent de l'idéal communiste en créant les conditions, là où ils sont organisés, d'un fonctionnement démocratique qui exige une formation systématique pour que chacun puisse compter pour un, pour mieux contribuer à une oeuvre collective qu'il aura, aussi, marqué de son empreinte.

Il s'agit, sans renier à son identité communiste ni tomber dans une forme déguisée de social -démocratie, tenir compte des changements qui ont eu lieu en Algérie et dans le monde, encourager et "*utiliser la connaissance des conditions locales et, avant tout l'initiative de tous (souligné par Lénine) les membres du parti (car :ndlr) il ne saurait y avoir de règles déterminées d'avance, car tout cela est un trait nouveau "* (souligné par Lénine).

C'est pourquoi, il est décisif d'avoir en vue et en permanence le contact avec la base populaire. Déjà, le 21 septembre 1921, dans un article de *La Pravda*, 4 ans après le triomphe de la Révolution d'Octobre, Lénine écrivait : "*pour juger les éléments "bureaucratiques" et "commissairisés", l'opinion de la masse prolétarienne sans-parti et, dans beaucoup de cas également, l'opinion de la masse sans-parti sont extrêmement précieuses. La masse laborieuse sait très bien distinguer les communistes honnêtes et désintéressés de ceux qui dégoûtent l'homme simple qui gagne son pain à la sueur de son front, qui n'a pas de prérogatives et ne connaît pas le chemin des autorités*".

J'ai caressé l'espoir que la pression positive exercée par la campagne électorale allait dynamiser le PADS et le placer sur les rails d'un vrai parti communiste tourné résolument vers le terrain et la classe ouvrière en particulier. Malheureusement, les manoeuvres s'appuyant sur le vieux réflexe de « *parti à défendre* » ont bloqué cette évolution. Le jour où A.G. a été refusée alors qu'elle était demandée par la majorité écrasante des camarades, j'ai acquis la conviction qu'on ne pouvait transformer positivement le PADS de l'intérieur.

Je ne quitte pas le PADS pour "*prendre ma retraite*" ou me croiser les bras.

Je continuerai à apporter ma contribution pour créer le futur PCA avec celles et ceux qui, pour des raisons diverses, sont plus que jamais, convaincus de la nécessité d'un véritable parti communiste pour l'Algérie.

Des camarades qui sont encore au PADS apporteront, sans doute, leur contribution à l'édification de ce parti. Pour ma part, j'y consacrerai, croyez-moi, le meilleur de moi-même.

Octobre 1998 :

Noureddine ZENINE.